

Édito

CONSTITUÉE en 2001, notre association s'est donné pour tâche prioritaire de contribuer, pour notre région, à l'élaboration, à la rédaction et à la diffusion du « Maitron », le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier/Mouvement Social. Le 1^{er} volume (A-Bek) de la nouvelle série 1939-1968, et bientôt le deuxième, accompagnés chacun d'un Cédérom, ont fait une place importante au travail de notre équipe. Vous y trouverez ainsi de nombreuses notices d'Alsaciens. Mais, en adoptant nos statuts, nous nous sommes aussi engagés à « faciliter les initiatives concernant l'histoire sociale et politique de l'Alsace contemporaine ». Nos journées de travail annuelles contribuent, dans ce cadre, à faire avancer des méthodologies ou des thématiques peu évoquées jusqu'ici par l'historiographie régionale : en 2002, l'autobiographie (cf le Bulletin n°2), en 2003, la guerre d'Algérie en Alsace (cf. nos Bulletins n°2 et n°4), en 2004 l'évolution de la CFTC à la CFDT (publié en volume en 2004 avec l'aide financière de la Ville de Strasbourg, du Département du Bas-Rhin et de la Région Alsace), en 2005 les syndicalismes de l'enseignement dans l'Académie de

Strasbourg (cf. le bulletin n°8 en attendant la publication des actes en 2007).

Cette année, à la suite de plusieurs séminaires internes (cf. notre Bulletin n°7), notre colloque sera consacré à une question d'histoire politique. L'Alsace, l'une des régions les plus « rouges » du pays à l'avènement du suffrage universel en 1849-1850, fut ensuite avec constance une aire de faiblesse relative pour les partis qui se réclamaient du socialisme (le radicalisme de gauche étant quasi inexistant).

Souvenons-nous des cartes publiées par les médias après les élections régionales de mars 2004 :

le petit coin bleu au nord-est d'une métropole uniformément rose. Il n'en demeure pas moins que, si l'on excepte les années 60, la gauche et l'extrême gauche ont toujours réussi à mobiliser une fraction non négligeable de l'électorat. Les historiens et les politistes, dans leurs exposés du 9 décembre, analyseront l'évolution dans le temps et dans l'espace de ce vote de gauche dans notre région de 1919 à nos jours, à la lumière de leurs travaux scientifiques. Ils souhaitent qu'un large public contribue aux discussions par ses questions, ses témoignages et ses critiques.

Léon Strauss

Octobre 2006

Sommaire

Édito

Par Léon Strauss 1

Colloque « Le vote de gauche en Alsace »

Résumé des communications 2-3

Notice

Richard, Édouard 3

Agenda

Colloque du 9 décembre 4

Renseignements pratiques

Adresses 4

Bulletin d'adhésion 4

Présentation de livres

Vendredi 8 décembre

17 h 30 – 19 h

IEP — 47, av. de la Forêt-Noire

Claude Pennetier

Tomes I et II du nouveau Maitron (A – C)

Yves Déloye

Les voix de Dieu.

Le clergé catholique et le vote au XIX^e-XX^e siècles

(Fayard, 2006)

À signaler, un ouvrage récent :

Pierre Schill, **1936, Visages et figures du Front populaire en Moselle** (Éditions Serpenoise, 2006) 19 euros

Résumé des communications du 9 décembre

■ Bernard Schwengler

Le vote à gauche en Alsace au XX^e siècle : une analyse à partir de la théorie des réalignements électoraux

Aux élections législatives de novembre 1919, l'Alsace constituait l'un des bastions du vote SFIO. Avec 36,7% des suffrages exprimés, la SFIO retrouvait en Alsace à peu près le score de la SPD de 1912 (35,5% des voix) alors qu'au niveau national, la SFIO avait une moyenne de 20,1% des voix.

Dans le classement des départements français pour le vote SFIO, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin occupaient respectivement la 8^e et 7^e place, ainsi que le montre le tableau suivant.

Classement	Département	Score SFIO
1	Haute-Vienne	51,7%
2	Allier	42,7%
3	Pas-de-Calais	41,3%
4	Nord	41,1%
5	Bouches-du-Rhône	40,9%
6	Var	39,1%
7	Haut-Rhin	36,8%
8	Bas-Rhin	36,5%

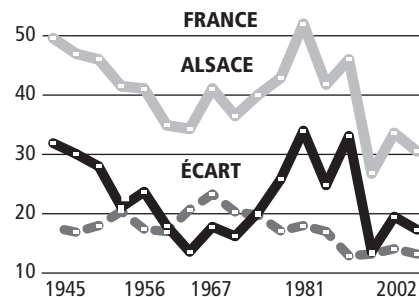
Aux législatives de 1924, les deux départements alsaciens faisaient à nouveau figure de bastion du vote pour les partis ouvriers. Parmi l'ensemble des départements français, le Bas-Rhin se plaçait en douzième position pour le vote Communiste (14,1% des voix) alors qu'au niveau national le vote communiste correspondait à 9,8% des voix. Dans le Haut-Rhin, le score communiste était plus modeste : 7,4% des voix. La SFIO quant à elle obtint 32,7% et 25,6% des voix respectivement dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, soit nettement plus que dans la plupart des autres départements français (dans un grand nombre de départements il n'y avait d'ailleurs pas de liste SFIO spécifique mais des listes cartels des gauches composées de candidats du parti radical socialiste et de la SFIO). Dans le classement des départements français pour le vote pour les partis ouvriers (somme des votes SFIO et communistes) le Bas-Rhin et le Haut-Rhin occupaient aux législatives de 1924 à nouveau les 8^e et 7^e places.

Aux élections législatives de 1919 et 1924, le vote pour les partis de la gauche ouvrière en Alsace était

nettement plus fort que dans la plupart des autres départements français et il était proche de celui que l'on pouvait observer dans certains bastions de la gauche qui le sont restés jusque dans les années 1970 (Bouches-du-Rhône) ou qui le sont encore aujourd'hui en partie (Haute Vienne, Allier, Nord-Pas-de-Calais).

Depuis 1945 en revanche, pour l'ensemble des consultations électorales, l'Alsace se caractérise par un vote à gauche nettement plus faible qu'au niveau national. A l'élection pour l'assemblée constituante de 1945 les partis de gauche SFIO et PCF obtinrent 49,6% des voix au niveau national contre 31,9% en Alsace (soit un écart de 17,7 points). Au second tour des régionales de 2004, les listes de gauche obtinrent 50,1% des voix au niveau national contre 34,5% en Alsace (un écart de 15,6 points). Ces écarts constituent une constante du comportement électoral alsacien depuis 1945, ainsi que le montre le tableau suivant.

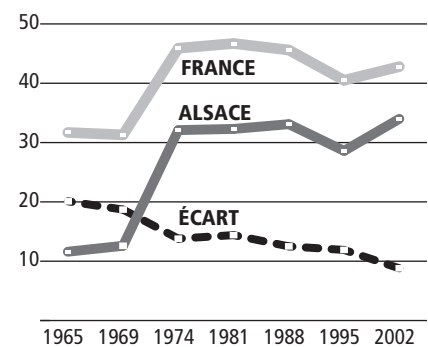
Année	Alsace	France	Écart
1945	31,9	49,6	17,7
1946	30,1	47	16,9
1946	28	46	18
1951	21,1	41,5	20,4
1956	23,7	41,1	17,4
1958	17,9	34,9	17
1962	13,6	34,3	20,7
1967	17,8	41,1	23,3
1968	16,2	36,5	20,3
1973	20,2	40	19,8
1978	25,8	42,9	17,1
1981	34	52	18
1986	24,8	41,8	17
1988	33,1	46	12,9
1993	13,6	26,8	13,2
1997	19,5	33,6	14,1
2002	17,3	30,5	13,2



Somme des votes socialistes et communistes aux élections législatives de 1945 à 2002 (en pourcentage des suffrages exprimés) en Alsace et en France

La théorie des réalignements électoraux permet de rendre compte à la fois des bouleversements électoraux qui ont eu lieu en Alsace de 1924 à 1945 et de la permanence de la faiblesse du vote à gauche depuis 1945. Elle permet également d'expliquer la lente réduction des écarts entre le vote à gauche au niveau national et le vote à gauche en Alsace, qui peut être observée pour les législatives depuis la fin des années 1980 et pour les présidentielles depuis la fin des années 1960.

Année	Alsace	France	Écart
1965	11,6	31,7	20,1
1969	12,6	31,3	18,7
1974	32,1	45,9	13,8
1981	32,3	46,7	14,4
1988	33,1	45,6	12,5
1995	28,6	40,5	11,9
2002	34	42,8	8,8



Vote à gauche aux premiers tours des élections présidentielles de 1965 à 2002 (en pourcentage des suffrages exprimés) en Alsace et en France

■ Alison Carrol Les élections législatives de 1936 et cantonales de 1937

En 1936, le Front Populaire des socialistes, radicaux et communistes est élu en France et Léon Blum devient le premier Président du Conseil socialiste. En Alsace, ces élections témoignent du déclin de la gauche modérée. Il y a un seul élu du Front Populaire : le communiste Daul. Les élections cantonales de 1937 changent peu la situation.

Cet exposé examinera la situation politique, économique et sociale en Alsace en 1936, et aussi son développement jusqu'au 1937. Il s'attachera aux thèmes politiques des élections de 1936 et 1937, posera la

question de qui vote pour la gauche, et examinera les résultats des élections de 1936 et 1937 en relation avec ceux des départements de la métropole.

■ Jacques Ernewein

Les tournants de la gauche alsacienne — 1924–1929

Entre ces deux dates, les questions liées au « malaise alsacien » provoquent une profonde mutation des diverses composantes de la gauche, voire la formation d'alliances paradoxales. Il s'agit, au travers d'une relecture de l'événementiel, de marquer les choix et les inflexions, les principaux acteurs et les influences subies. L'étude s'appuie en grande partie sur une exploitation de la presse politique locale.

■ Léon Strauss — Françoise Olivier-Utard

Le cas de Schiltigheim

Ville ouvrière depuis le milieu du XIX^e siècle, constituée à partir d'un noyau agricole, Schiltigheim forme avec Bischheim la partie nord de la ceinture rouge de Strasbourg. Elle vote très nettement à gauche jusqu'en 1947. Ce « vote de classe » s'effondre au lendemain de la seconde guerre mondiale. Un nouveau type de gauche apparaît à partir des années 1970.

■ Alfred Wahl

La «gauche» en Alsace et en Bade de 1890 aux années cinquante

Les déterminants du vote de gauche sont très largement identiques tout au long de la période dans les deux régions. Ils sont essentiellement de deux ordres. D'une part dans les villes, l'appartenance sociale joue sans doute le rôle principal et d'autre part dans les secteurs ruraux, la cohabitation des confessions détermine le clivage électoral.

Richard, Édouard

Né le 24-2-1886 et mort le 20-5-1970 à Colmar.

Maire socialiste de Colmar de 1935 à 1947.

Il était le fils d'un maître serrurier qui aurait participé à la Commune de Paris. Sa mère était issue d'une famille de petits agriculteurs de Horbourg.

Très jeune, Édouard Richard s'engage dans le mouvement socialiste. Il fait son apprentissage de typographe chez Waldmeyer à Colmar et entre comme typographe à l'*Elsässer Tagblatt*. En 1904 il est secrétaire du cartel syndical de Colmar et adhère à la même époque au socialisme sous l'influence de Jean Wagner, socialiste mulhousien, typographe comme lui. En 1914, il entre au conseil municipal. A la fin de la guerre il prend une part très active à la Révolution de novembre 1918. Il préside le Conseil ouvrier et de soldats de Colmar. Comme Peirotès à Strasbourg, il s'attache surtout à maintenir l'ordre et à créer les conditions les plus favorables à l'arrivée des troupes françaises. Il est élu en 1919 au Conseil municipal sur une liste formée de radicaux et de socialistes conduite par Antoine-François Conrath. Aux élections de 1929 la gauche est battue par une coalition UPR-communistes. Richard devra attendre les élections de mai 1935 pour être porté à la tête de la municipalité colmarienne comme chef de file de la liste « Bloc de propreté et d'unité anti-fasciste ». Il siège également, de 1919 à 1928 et de 1934 à 1945 au Conseil général. Aux élections législatives auxquelles il est régulièrement candidat, Richard rencontre moins de succès, desservi par une circonscription qui donne un poids décisif aux campagnes. Richard participe activement à la vie associative colmarienne. Toutefois son nom reste surtout associé à des réalisations dans le domaine du logement social et des cités-jardins. C'est sur la base d'un rapport de Richard qu'en 1922, dans un contexte de crise du logement, la municipalité crée l'Office d'habitations à bon marché qui est soutenu par un organisme de financement *ad hoc* : le Crédit immobilier du Haut-Rhin pour la construction d'habitations à bon marché. Sa première réalisation est la construction de 40 lo-

gements, rue de Belfort, terminés en 1925. En 1924 est prise la décision de construire la cité-jardin du quartier de Wintzenheim qui comportera 349 logements livrés entre 1928 et 1930. La même année est également décidée la construction de la cité des Vosges qui comportera 172 logements inaugurés en 1931. Cet ensemble, qui transforme complètement l'ouest de la ville est complété par la cité de la Fecht ouverte en 1932 avec 166 logements. Au nord de la ville sont également construites les cités de la Soie et du quartier Saint-Jean. De 1935 à 1964, Richard présidera l'Office qui compte en 1939 la construction de 844 logements à son actif. L'Office est transformé en 1950 en Office d'HLM.

Maire de Colmar, Richard consacre une part de ses activités à la lutte contre le fascisme et le nazisme. Il dénonce la collusion de certains chefs autonomistes avec les nazis fribourgeois. Au début de la seconde guerre mondiale, alors que les troupes allemandes occupent l'Alsace, il est arrêté, interné à Schirmeck, puis expulsé. Réfugié à Agen, il se consacre surtout à l'aide aux réfugiés. Soupçonné de participer à la Résistance, il est arrêté par la Gestapo mais relâché. Il retrouve Colmar avec De Lattre de Tassigny, le 22 février 1945. Aux élections municipales du 23 septembre 1946, il dirige une liste d'entente des partis républicains et de la Résistance (radicaux, socialistes et communistes). Le 6 octobre, il est réélu maire de Colmar. En 1945, il a également retrouvé son siège de conseiller général. De 1945 à 1946, il siège à l'Assemblée constituante et de 1946 à 1948 au Conseil de la République. En 1947 sa liste est battue aux élections municipales. Il sera encore second adjoint entre 1953 et 1956. Il ne se présente plus aux élections de 1965. Rosette de la Légion d'honneur et Croix de guerre avec palmes.

Jean-Claude Richez.

Adresses

almemos@yahoo.fr

Président

Léon Strauss
6, rue Daniel Hirtz
67000 Strasbourg
03 88 36 63 09
strastra@noos.fr

Secrétaire

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
francoise.olivier-utard@gersulp.u-
strasbg.fr

Trésorier

François Uberfill
195, rue du Rhin-Tortu
67100 Strasbourg
03 88 39 31 46
uberfill.francois@wanadoo.fr

Rédaction du bulletin

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
francoise.olivier-utard@gersulp.u-
strasbg.fr

Site Maitron

www.maitron.org

Gérant de la publication

Léon Strauss

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@wanadoo.fr

Agenda

JOURNÉE PUBLIQUE D'ÉTUDE

Le vote de gauche en Alsace de 1914 à aujourd'hui

9 décembre 2006

IEP — 47, av. de la Forêt-Noire — Strasbourg

9h–12h30

■ Léon Strauss (IEP-URS)

Vote et territoire en France au XX^e siècle

■ Jacques Ernewein (professeur de classe préparatoire,
Lycée Fustel-de-Coulanges)

Les tournants de la gauche alsacienne : 1924/1929

■ Alison Carrol (doctorante UMB)

Les élections législatives de 1936 et cantonales de 1937

■ Bernard Schwengler (professeur agrégé, Lycée de Barr)

La question des générations, 1918-2006

12h30–13h30

Repas au Restaurant universitaire de l'Esplanade

14h–17h30

■ Yves Déloye (Paris I, secrétaire général de l'Association française
de science politique)

Les catholiques et le vote de gauche au XX^e

■ Alfred Wahl (Université de Metz)

Vote en Bade et en Alsace dans l'entre-deux-guerres

■ Léon Strauss et Françoise Olivier-Utard (ULP)

Le cas de Schiltigheim : 1914-2004

17h30–18h

Synthèse

4

almémos

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association Almémos, 6, rue Daniel-Hirtz, 67000 Strasbourg

Prénom Nom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros
— 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature
